

**NUMERO SPECIAL DE POINT SYNDICAL :
POUVONS-NOUS ENCORE AIMER NOTRE DEPARTEMENT
AU VU DE CE QU'IL DEVIENT ?**

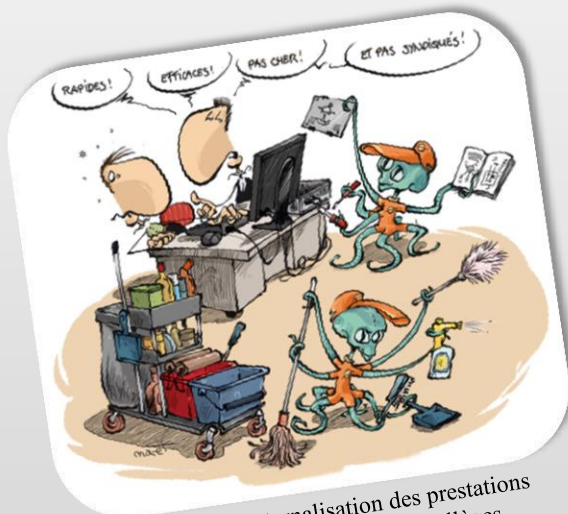
**Appel à la grève
Le 22 mars !!**

Nous subissons le report du projet d'évolution des salaires et du déroulement de carrière des fonctionnaires (PPCR), le gel de la valeur du point d'indice, le rétablissement la journée de carence en cas de maladie, l'augmentation de l'impôt de financement de la protection sociale (CSG), le non-remplacement des départs de fonctionnaires, et la dégradation de nos conditions de travail. C'est pourquoi les organisations CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires appellent les agent-es à se mobiliser massivement le 22 mars 2018 pour combattre cette attaque en règle du Statut Général des fonctionnaires et la fin possible d'une Fonction publique au service de l'intérêt général.

LE GRAND RETROPEDALAGE DU DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE

➔ Au Conseil Départemental du 91, la pointeuse et les open space ont démontré leur contre-productivité. C'est dépassé, c'est inefficace ! Décision a été prise d'abandonner l'un et l'autre.

Le Département des Hauts-de-Seine a mis la pointeuse en place et multiplie les open space. **Cherchez l'erreur !**



➔ Dans le 78, tous les ATTEE se sont mobilisés pour résister aux menaces d'externalisation, et l'administration a reculé. Le Département des Hauts-de-Seine poursuit la privatisation des cantines des collèges et commence à externaliser des prestations d'entretien. **Cherchez l'erreur !**

➔ La plateforme GRC dysfonctionne dans le 78. On la met en place dans le 92. **Cherchez l'erreur !**

Nous disons oui à l'utilisation raisonnée du numérique pour rendre un meilleur service aux usagers, mais non au passage en force irraisonné de la GRC au détriment de l'autonomie de travail des agents. Les rendez-vous ne peuvent s'enchaîner et se minuter dans une dépersonnalisation et indifférenciation des profils et des besoins des personnes reçues. Les agents doivent garder la maîtrise de leur agenda afin de s'adapter à chacun et de s'aménager les temps de respiration nécessaires à un accueil et un service de qualité.

➔ La décentralisation de l'Aide Sociale à l'Enfance remonte aux années 80. Les référents éducatifs à l'ASE ont été mis en place pour assurer la continuité du lien à l'enfant quel que soit son parcours de placement. Le projet aujourd'hui est de confier le suivi des enfants en foyer à un éducateur du foyer. Ce qui veut dire qu'à chaque changement de lieu, il changera d'interlocuteur. **Cherchez l'erreur...**

➔ Les psychologues fonctionnaires titulaires assurent par leur présence au sein des équipes une expertise et une compétence dans l'accompagnement des équipes et des enfants. Les contractuels voient leur contrat se terminer, les titulaires savent qu'à leur départ en retraite ou pour mobilité ils ne seront pas remplacés, et le projet est de faire appel à des psy privés (CT du 6 mars 2018). **Cherchez l'erreur...**

➔ Toutes les études sur les risques psychosociaux le disent : pour assurer ses missions avec efficacité et sérénité, il faut se sentir reconnu et valorisé, et avoir un sentiment de sécurité. Les réorganisations s'enchaînent dans une cascade sans fin. L'application complètement aberrante du nouveau régime indemnitaire, humilie les agents et les placent dos à dos tant les critères d'attribution de la CIA sont opaques, absurdes, injustes et incompréhensibles. Les cadres chargés en bout de chaîne, de trancher, sont placés dans des injonctions paradoxales et des choix cornéliens, avec des enveloppes ridicules et aucune marge de manœuvre. **Cherchez l'erreur...**

➔ Le recours à outrance à la saisie et au partage des données personnelles des usagers, présenté comme la panacée et la solution à tous les problèmes, masque mal l'objectif de trouver encore des solutions pour supprimer des postes et alourdit les procédures. Le respect de la vie privée et le droit à l'oubli sont en passe de tomber en désuétude. **Cherchez l'erreur !**



➔ Le management « à l'américaine », dirigiste, vertical, autoritaire, est un modèle complètement obsolète et les entreprises expérimentent aujourd'hui des formes de management, réellement participatif, et même d'autogestion. Le management au CD 92 n'a jamais été aussi répressif, dictatorial, pyramidal, broyant au passage les cadres de terrain. **Cherchez l'erreur !**



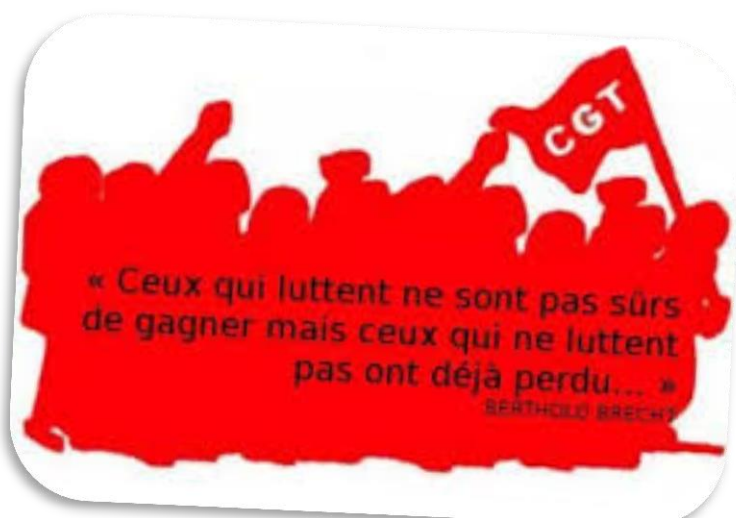
Cadres de terrain, et leurs équipes, tous broyés !

Le Département des Hauts de Seine à la pointe... de la marche arrière !

Les services connaissent une hémorragie de personnels, entre les contractuels non renouvelés, les départs en retraite non remplacés, les postes de cadres gelés et les nombreux agents qui trouvent le ressort de fuir face à la dégradation des conditions de travail de tous, et de trouver des postes partout, sauf dans ce département. Ceux qui restent sont épuisés, démoralisés et exsangues. Rappelons qu'à l'origine, le statut du fonctionnaire, avait pour objectif d'assurer un accueil par des agents suffisamment sécurisés sur leur propre parcours et leurs conditions de travail, pour pouvoir recevoir avec efficacité, amabilité et bienveillance toutes les demandes des citoyens, quelles que soient leurs difficultés.



Et le 7 février, quelle ironie, nous avons **injonction** « d'aimer notre département » et interdiction de recevoir les familles, enfants ou partenaires, au mépris des besoins des usagers, prévenus bien trop tardivement. Le nombre ridicule de personnes ayant participé au rassemblement à l'Hôtel du Département, en dit long sur nos sentiments. Attachés au service public et à nos missions, oui. Opposés à la privatisation progressive, oui. Soucieux de la continuité du lien et de la relation d'aide, oui. Désireux d'assurer un service de proximité et de qualité, oui. Mais attachés à ce département, tel qu'il évolue...



Une seule solution : un syndicalisme fort, et l'union de tous pour résister !

NON A LA PRIVATISATION DES MISSIONS DES AGENTS DES COLLEGES !

RESISTONS A CETTE NOUVELLE ATTAQUE FAITE AU SERVICE PUBLIC !

La restauration scolaire dans les collèges du Département des Hauts de Seine a été en grande partie privatisée, ces dernières années et confiée à un prestataire extérieur (ELIOR).

Auparavant, les agents des collèges préparaient les repas sur place, **c'était donc le personnel du département qui faisait les repas, et c'était bien meilleur !**

La CGT s'était bien entendu opposée au projet en votant contre en Comité technique. Il reste juste deux cuisines centrales qui livrent encore quelques établissements du nord et du centre, sinon tout le reste est privatisé. Une partie des agents qui étaient spécialisés en cuisine ont dû se reconvertir et sont restés dans les collèges pour l'entretien le ménage. Certains agents maître ouvriers cuisine ont été envoyés vers les deux cuisines centrales, mais ils sont très peu. D'autres ont été déplacés et reconvertis en agents d'accueil ou OP mais plus dans la restauration.

Après la restauration, c'est maintenant l'entretien des établissements scolaires qui commence à être privatisés.

Le Département a commencé par les nouveaux établissements. Dans les collèges récents, ce sont des entreprises privées qui assurent le ménage. C'est devenu la règle depuis quelques années. Il était facile de profiter de la création des établissements pour y mettre des agents privés, puisqu'il n'y avait pas encore d'agents donc personne à recaser.

Mais la Direction s'attaque désormais aussi aux collèges plus anciens. Quand des fonctionnaires ATTEE demandent une mutation ou partent en retraite ils sont remplacés par un contractuel.

Dans chaque collège où le département fait intervenir une société privée, il conserve uniquement trois fonctionnaires : un agent d'accueil, un de maintenance et un agent polyvalent pour parer au nettoyage exceptionnel et aux pauses de l'agent d'accueil. Les autres agents sont des contractuels.

On sent que petit à petit il y a un glissement vers une généralisation de ce système où chaque collège n'aura à terme que trois fonctionnaires et les autres agents seront tous d'une société privée. L'agent de maintenance qui est fonctionnaire se retrouve chargé, avec le gestionnaire, de surveiller le travail des agents de la société privée.

Au départ les agents de maintenance fonctionnaires titulaires avaient des spécialités comme électricité, etc... On ne leur confie plus les tâches un peu pointues et spécialisées qui sont de plus en plus confiées aux sociétés privées. Ils n'ont plus de formation pour faire évoluer leurs compétences. Ils sont cantonnés à un rôle de généraliste chargés uniquement des petites réparations et de la surveillance des ouvriers des sociétés privées.



Ce n'est pas un système efficace économiquement, les sociétés ayant tendance à surfacturer pour un travail qui n'est pas de qualité égale à celle d'un fonctionnaire formé qui est là pour le service public et pas pour le profit.

En conclusion la privatisation de la restauration est quasiment achevée, et on se dirige vers celle de l'entretien. Les ATTEE perdent peu à peu la diversité de leurs métiers d'origine.

Pourtant, dans le 78, les agents se sont mobilisés lorsqu'ils se sont retrouvés dans les mêmes difficultés et ont fait reculer leurs dirigeants. Ne pourrait-on pas s'organiser à notre tour, diffuser à tous ces informations et résister à cette nouvelle attaque faite au service public ?

Une seule solution : un syndicalisme fort, et l'union de tous pour résister !